

Qu'est-ce que j'ai appris dans ce chapitre ?

et qu'est-ce que je dois savoir et avoir compris pour bien réussir le contrôle ?

En ce qui concerne les ménages

► Les ménages reçoivent différents types de revenus : Les salaires, les revenus mixtes, les revenus de la propriété

Mais aussi des prestations sociales contributives (allocations chômage, pension de retraite, indemnités maladie). Ces prestations sociales protègent les individus contre les risques sociaux qu'ils peuvent rencontrer tels que le chômage, la vieillesse et la maladie (redistribution horizontale des revenus)

Ils reçoivent également des prestations sociales non contributives (allocations logement, minima sociaux). Ces prestations sociales évitent les situations de pauvreté et réduisent les inégalités de revenus entre les ménages (redistribution verticale des revenus).

Les ménages payent des prélèvements obligatoires directs tels que les cotisations sociales salariales ou encore l'impôt sur le revenu

Revenu Disponible Brut = revenu du travail salarié + revenu mixte + revenu de la propriété + prestations sociales
– prélèvements obligatoires directs.

► Avec leur RDB les ménages consomment c'est-à-dire achètent des biens et des services marchands et des services non marchands quasi-gratuits pour satisfaire leurs besoins primaires et secondaires (on parle de consommation finale)

Les ménages peuvent également épargner une partie de leur revenu.

RDB – dépenses de consommation finale = Epargne des ménages

On comprend qu'en règle générale ce sont les ménages aisés qui ont la possibilité d'épargner le plus.

► Les ménages peuvent placer leur épargne sur les marchés financiers afin de percevoir des revenus de la propriété à savoir des taux d'intérêt créditeurs ou encore des dividendes ou réaliser des plus-values. Ils sont alors en capacité de financement et cette épargne placée sur les marchés (achat d'actions et/ou d'obligations) sert à financer les agents en besoin de financement que sont les entreprises (lesquelles cherchent à financer leurs dépenses d'investissement) et les Etats (qui servent à financer leurs déficits budgétaires).

Les auteurs libéraux soutiennent l'idée que les ménages consomment une partie de leur revenu et que l'autre partie est épargnée sur les marchés financiers. Ils soutiennent aussi que les ménages arbitrent entre consommation et épargne en fonction du taux d'intérêt. Plus les taux d'intérêt créditeurs sont élevés plus les ménages sont incités à épargner. Tout revenu perçu par les ménages est donc selon les libéraux soit consommé soit épargné.

Les auteurs keynésiens soutiennent l'idée que les ménages consomment une partie de leur revenu et que l'autre partie est épargnée, mais que cette épargne n'est pas forcément placée sur les marchés financiers. Les ménages peuvent conserver donc par devers eux leur épargne sans la placer sur les marchés financiers (on parle de thésaurisation). On parle notamment d'encaisses de précaution lorsque les ménages sont inquiets pour l'avenir en cas de chômage par exemple, ou lorsque les emplois précaires se développent ou qu'ils anticipent une crise économique.

► Les ménages qui souhaitent consommer plus que leur revenu ou qui souhaitent investir au-delà de leur épargne sont dit en besoin de financement et ils peuvent emprunter auprès des banques.

En ce qui concerne les entreprises

► Les entreprises produisent des biens et des services marchands. Pour ce faire elle combine du facteur travail et du capital physique (elles utilisent du capital circulant et du capital fixe).

Une fois qu'elles ont produit des biens et des services marchands les entreprises les vendent sur le marché, à un prix supérieur à leurs coûts de production, et elles obtiennent alors un chiffre d'affaires.

Avec leur chiffre d'affaires les entreprises rémunèrent les agents qui ont apporté le capital circulant (ensemble des biens et des services détruits ou incorporés lors du processus de production). Ce sont les dépenses de consommations intermédiaires

Chiffre d'Affaires - Dépenses de consommations intermédiaires = **Valeur Ajoutée Brute** (mesure de la richesse créée par les entreprises)

► Une fois que l'entreprise a produit et créé une richesse (VAB) cette richesse se répartit entre différents agents.

Valeur Ajoutée Brute - (coût du travail) - impôts à la production nets de subvention = **Excédent Brut d'exploitation**
- dépenses d'amortissement - Intérêts versés aux prêteurs = **Bénéfice Brut** – impôt sur les bénéfices = **Bénéfice distribuable** - dividendes distribués aux actionnaires = **Epargne nette** ou profit non distribué

Coût du travail = salaire + cotisations sociales salariales + cotisations sociales patronales

► Avec leur épargne nette, les entreprises peuvent investir c'est-à-dire acquérir grâce à leur épargne du capital fixe (biens d'équipements notamment). On parle d'autofinancement.

Si pour une entreprise son épargne nette est inférieure à ses dépenses d'investissement l'entreprise est en besoin de financement. Elle peut alors recourir à l'emprunt bancaire ou recourir aux marchés financiers en vendant des actions ou des à des agents en capacité de financement. C'est donc l'épargne des ménages ou des entreprises en capacité de financement qui permet de financer les investissements des entreprises en besoin de financement.

► *L'Etat peut influencer le partage de la VAB par le biais du SMIC.*

S'il souhaite favoriser les ménages pour favoriser le pouvoir d'achat des ménages et donc leur niveau de consommation et ainsi inciter les entreprises à produire plus il peut par exemple augmenter le SMIC (On parle alors d'effet de demande).

S'il souhaite au contraire favoriser les entreprises pour favoriser les profits de celles-ci et donc leur niveau d'investissement et ainsi permettre à celles-ci de produire plus il peut augmenter faiblement les salaires (politique de rigueur salariales) ; diminuer les cotisations sociales patronales ; diminuer les impôts sur les bénéfices. Dès lors, les entreprises voient leur profit augmenter et elles peuvent donc plus facilement autofinancer leurs investissements ou recourir à l'emprunt bancaire ou obligataire car elles sont plus rentables ; de même pour les plus grandes d'entre elles les émissions d'actions sont facilitées car plus de profits c'est potentiellement plus de dividendes à distribuer !

En ce qui concerne l'Etat

L'Etat produit des services non marchands et participe à la redistribution des richesses.

► Chaque année l'Etat établit un budget prévisionnel. Il prévoit ses recettes composées des prélèvements obligatoires directs ou indirects (Impôt sur le revenu, TVA, impôts sur les bénéfices), ses dépenses (dépenses de personnels, dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement) qui permettent de produire les services non marchands (Education, Défense nationale, Police, Justice, etc). La différence entre les recettes et les dépenses s'appelle le solde budgétaire. Si les dépenses sont supérieures aux recettes, le budget prévisionnel de l'Etat est en déficit et l'Etat tout au long de l'année devra emprunter sur les marchés financiers auprès des agents en capacité de financement.

► Les Etats s'endettent en émettant des obligations d'Etat appelées également Bons du Trésor ou encore Titres de dette souveraine. En émettant une obligation l'Etat emprunte donc à l'instant t à un agent en capacité de financement une somme donnée. Durant toute la durée de l'obligation l'Etat devra annuellement verser un coupon à l'emprunteur (% de la somme empruntée appelé aussi intérêt) et à l'échéance de l'obligation il devra rembourser l'emprunteur.

► Par le biais de son budget l'Etat joue un rôle sur l'activité économique. Il peut notamment en favorisant la demande globale inciter les entreprises à produire plus et donc *in fine* et pour ce faire à embaucher et à investir.

Par le biais de ses dépenses l'Etat peut chercher à favoriser la consommation finale des ménages en augmentant le pouvoir d'achat de ces derniers. Pour ce faire, il peut donc au niveau de ses recettes : baisser la TVA ou encore l'impôt sur le revenu. Il peut au niveau de ses dépenses : accroître les prestations sociales non contributives qu'il verse aux ménages les plus pauvres. Il peut également baisser les charges sociales salariales (recettes perçues par les organismes de la sécurité sociales, qu'il doit alors compenser). Dans ce cas l'objectif de l'Etat est qu'en augmentant le PA des ménages, ces derniers puissent être en mesure de consommer davantage. Or si les ménages consomment plus cela incite les entreprises à produire plus. En même temps que le PA des ménages augmente on peut noter que certains d'entre eux vont pouvoir davantage épargner ce qui va permettre une hausse des capacités d'autofinancement et des capacités d'emprunt. Les ménages peuvent alors investir (achat de biens immobiliers), ce qui favorise l'activité des entreprises du BTP.

Par le biais de son budget l'Etat peut favoriser l'investissement des entreprises. Par le biais de ses recettes il peut diminuer les impôts sur les bénéfices pesant sur les entreprises ou par le biais de ses dépenses baisser les charges sociales patronales (recettes perçues par les organismes de la sécurité sociales, qu'il doit alors compenser). Dans ce cas, les entreprises voient leurs profits s'accroître ce qui peut les amener à investir. L'achat de capital fixe par une entreprise est à l'origine d'un effet de demande, puisque cela incite d'autres entreprises à produire les biens d'équipements. L'achat de capital fixe par une entreprise est à l'origine d'un effet d'offre. En effet l'entreprise qui a investi à l'instant (t) voit son stock de capital fixe s'accroître en ($t+n$), par ailleurs ses nouveaux équipements intègrent du progrès technique et sont donc plus efficaces, elle est donc en mesure de produire plus.

Par le biais de ses dépenses publiques l'Etat peut mettre en œuvre une politique de grands travaux. L'Etat accroît ses dépenses publiques / passe des commandes aux entreprises du BTP / construction ou rénovations de routes, de ponts, de barrages hydrauliques, de ports et d'aéroports, d'hôpitaux, d'écoles etc. Or, les entreprises du BTP vont devoir embaucher et investir pour pouvoir répondre à la commande publique. Et dès lors, il y a l'embauche de chômeurs involontaires et la distribution de revenus supplémentaires. Cette relance est d'autant plus efficace que se produit un phénomène appelé le multiplicateur. En effet, un revenu initial distribué entraîne une vague successive de revenus d'autant plus grande que la propension des ménages à consommer est forte.

► Toutefois, l'impact de l'accroissement des dépenses publiques sur l'activité économique peut être limité. En effet, d'une part si les ménages anticipent que la hausse des dépenses publiques amènera dans le futur à une hausse des prélèvements obligatoires pour rembourser la dette, ils n'accroissent pas leur niveau de consommation mais épargnent. De même, en économie ouverte, la hausse de la consommation des ménages peut favoriser les importations de produits étrangers, dès lors ce ne sont pas les entreprises nationales qui profitent de la relance, mais les économies étrangères. Enfin, il peut apparaître un effet d'éviction sur les marchés financiers. En effet, toutes choses égales par ailleurs, si l'Etat s'endette, il prélève sur le marché financier une partie de l'épargne à la disposition des entreprises. Dès lors, la demande d'épargne s'accroît relativement à l'offre ce qui a pour effet un accroissement des taux d'intérêt. Ainsi, face à cette hausse, certaines ent. en besoin de financement peuvent renoncer à investir. On peut donc penser que l'investissement public a, en partie, évincé l'investissement privé et productif des ent.

Le sujet de dissertation

Dans quelle mesure l'Etat doit-il favoriser l'accroissement de la demande globale pour favoriser l'activité économique ?

Sujet : Analyse / Débat

Plan attendu :

I.

.....

I. A.

.....

1)

2)

I. B.

.....

1)

2)

II.

.....

II. A.

.....

1)

2)

II. B.

.....

1)

2)

Dans quelle mesure l'Etat doit-il favoriser l'accroissement de la demande globale pour favoriser l'activité économique ?

I. Pour certains auteurs, pour favoriser l'activité économique autrement dit la croissance économique l'Etat peut favoriser en effet la demande globale et ce pour inciter les entreprises à produire plus.

A. Les principes de l'analyse keynésienne : la demande anticipée au cœur de l'activité économique

1) Selon J. M. Keynes il convient de rejeter la loi des débouchés de J. B. Say, pour cet auteur « Toute offre ne crée pas sa propre demande »

Selon les libéraux « toute offre crée sa propre demande ». Plus précisément, à la suite de l'activité productive les entreprises distribuent des revenus. Lesquels vont permettre de vendre tous les biens et les services produits. LA production crée donc sa propre demande. En effet, selon ces auteurs une partie des revenus est perçu par les ménages et l'autre constitue les profits des entreprises. Avec leur RDB, les ménages consomment (achètent les biens et les services de consommation) et épargnent. L'épargne des ménages est obligatoirement placée sur les marchés financiers et donc est empruntée par les entreprises qui investissent (achètent des biens et des services de production). *Pour les libéraux, l'arbitrage entre consommation et épargne des ménages dépend du taux d'intérêt. Le coût de l'épargne c'est la renonciation à consommer. Dès lors, les ménages épargneront au lieu de consommer si, selon eux, le taux d'intérêt créditeur qui rémunère leur épargne compense la perte de satisfaction que l'épargne représente (renonciation à la consommation).* De même, avec leur profit les entreprises investissent (achètent des biens et des services de production) on parle d'autofinancement. Elles peuvent aussi épargner. L'épargne des entreprises est, là encore, obligatoirement placée sur les marchés financiers et donc est empruntée par les entreprises qui investissent (achètent des biens et des services de production). *Ainsi, pour les libéraux avec leur profit les entreprises peuvent également décider d'investir ou d'épargner. Là encore elles comparent la rentabilité attendue de leur investissement et le taux d'intérêt créditeur. Dès lors, si pour une entreprise, la rentabilité attendue de son investissement est supérieure au taux d'intérêt créditeur l'entreprise décide d'investir ; dans le cas contraire elle épargne. Cette épargne permettra alors de financer l'investissement d'une autre entreprise en besoin de financement (entreprise pour laquelle la rentabilité attendue de l'investissement permis par son emprunt sera supérieure au taux d'intérêt débiteur).* **Or, pour Keynes une partie de l'épargne des ménages n'est pas placée sur les marchés financiers mais thésaurisée.** En effet, en période d'incertitude (montée du chômage, emplois précaires etc.), les ménages modestes vont avoir peur de l'avenir et donc vont vouloir constituer une épargne de précaution. De même les ménages aisés peuvent parfois renoncer à placer à l'instant t leur épargne à un taux d'intérêt de 3% s'ils anticipent que quelques mois plus tard le taux d'intérêt sera plus élevé (On parle d'encaissements de spéculation). Ainsi, les ménages peuvent ne pas forcément placer leur épargne sur les marchés financiers mais la conserver. Dès lors, quel que soit le taux d'intérêt le montant d'épargne sur les marchés financiers ne permet plus un montant suffisant d'investissement et l'offre ne crée plus sa propre demande.

(*) voir exemple si besoin

2) Le rejet de la loi des débouchés des libéraux amène J. M. Keynes à montrer que le niveau d'emploi et de production dans une économie dépend de la demande effective (demande anticipée par les entreprises)

Dans la mesure où suite à la production, l'offre ne crée pas forcément sa propre demande. Une partie des biens et services produits peuvent ne pas trouver de débouchés. Dès lors, lorsque les entreprises décident de produire elles vont chercher à anticiper la demande. Lorsque les entreprises anticipent une demande élevée, elles décident d'embaucher et d'investir afin de produire plus, de manière à répondre à cette demande. Et l'activité économique peut-être soutenue et on peut avoir le plein emploi du facteur travail (pas de chômage). Toutefois, il se peut que du fait d'un montant d'épargne thésaurisée trop important de la part des ménages (les ménages modestes constituent des encaissements de précaution / les ménages aisés des encaissements de spéculation), la consommation des ménages s'affaiblit et que le niveau d'investissement des entreprises soit lui-même insuffisant. Dès lors, la demande anticipée par les

entreprises est relativement faible alors les entreprises ne produisent pas suffisamment pour assurer le plein emploi et le chômage se développe. D'où la nécessité pour l'Etat d'intervenir afin de favoriser la demande de manière à inciter les entreprises à produire plus.

B. Pour favoriser l'activité économique pour J. M. KEYNES l'Etat doit intervenir pour accroître la demande globale

1) L'Etat doit prendre des mesures pour accroître le pouvoir d'achat des ménages notamment des ménages les plus modestes, en effet ces derniers vont alors consommer plus ce qui va inciter les entreprises à produire plus

Pour ce faire l'Etat peut :

Accroître le SMIC (partage de la VAB en faveur des ménages)

Politique de redistribution verticale : Effectuer des prélèvements obligatoires sur les ménages les plus aisés (moins d'épargne) et redistribuer cette épargne sous la forme d'allocation logement ou de minima sociaux. Les ménages modestes percevant ces prestations sociales vont consommer plus.

Politique de redistribution horizontale : si les ménages modestes sont assurés qu'en cas d'un risque social comme le chômage, la maladie ou la vieillesse ils percevront des prestations sociales cela réduit leur épargne de précaution et ils sont incités à consommer plus.

In fine, si le PA des ménages augmente ces derniers peuvent consommer plus et donc les entreprises sont incitées à produire plus et pour cela elles embauchent et investissent (*pour permettre aux entreprises d'investir il ne faut pas passer par les marchés financiers – en utilisant l'épargne des agents en capacité de financement - mais favoriser la création monétaire par les banques*)

2) L'Etat peut également favoriser l'investissement public en mettant en œuvre une politique de grands travaux

L'Etat accroît ses dépenses publiques / passe des commandes aux entreprises du BTP / construction ou rénovations de routes, de ponts, de barrages hydrauliques, de ports et d'aéroports, d'hôpitaux, d'écoles etc. Or, les entreprises du BTP font devoir embaucher et investir pour pouvoir répondre à la commande publique. Et dès lors, il y a l'embauche de chômeurs involontaires et la distribution de revenus supplémentaires. Cette relance est d'autant plus efficace que se produit un phénomène multiplicateur. En effet, un revenu initial distribué entraîne une vague successive de revenus d'autant plus grande que la propension des ménages à consommer est forte. Et ainsi, c'est une dépense d'investissement initial qui provoque une vague de consommation et d'épargne. Les ménages en consommant plus incitent les entreprises à produire plus. Par ailleurs, les flux d'épargne générés permettront à terme de financer l'investissement. *Dès lors si pour les libéraux c'est l'épargne qui est le préalable à l'investissement selon l'adage « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain ».* Pour Keynes c'est l'investissement public qui est le préalable à l'épargne.

II. Pour certains auteurs, pour favoriser l'activité économique autrement dit la croissance économique l'Etat ne doit favoriser la demande globale mais doit favoriser l'offre.

A. La politique de relance par la demande présente plusieurs limites

1) L'accroissement du niveau de consommation finale des ménages n'est pas forcément source de croissance économique

Si l'Etat accroît le niveau du SMIC pour favoriser la hausse du PA des ménages et ainsi relancer l'économie par la consommation finale des ménages, cette relance peut se heurter à plusieurs limites. En effet, le SMIC est un revenu pour les ménages mais un coût pour les entreprises. Dès lors, les entreprises du fait de la hausse du SMIC vont voir leurs coûts de production augmenter. Et par conséquent, elles peuvent accroître leurs prix ce qui réduit l'effet sur le PA de la hausse du SMIC, la consommation des ménages peut ne faiblement qu'augmenter. La hausse des coûts de production peut entraîner une hausse des prix ce qui rend les produits nationaux moins compétitifs les exportations baissent / et rend relativement plus compétitives les importations. De même, si l'Etat accroît le montant des prestations sociales distribuées aux ménages ou baisse le niveau de TVA, et ce afin de favoriser la consommation, ces mesures peuvent se heurter à plusieurs limites. D'une part la hausse de la demande peut toutes choses égales par ailleurs être source d'inflation ; de même, une partie des dépenses des ménages peut profiter aux entreprises étrangères et non pas aux entreprises nationales : les importations augmentent. C'est la triste expérience de la politique de relance par la demande menée en France en 1981 par le gouvernement de M. Mauroy.

2) La mise en place d'une politique de grands travaux n'est pas forcément source de croissance économique

Si la politique de grands travaux est financée par l'endettement l'effet sur l'activité peut être limité. En effet, si les ménages anticipent que la hausse des dépenses publiques amènera dans le futur à une hausse des prélèvements obligatoires pour rembourser la dette, ils n'accroissent pas leur niveau de consommation mais épargnent. L'activité économique n'est pas relancée par la consommation.

Si la politique de grands travaux est financée par l'emprunt l'effet sur l'activité économique peut être limité. En effet, toutes choses égales par ailleurs, si l'Etat s'endette, il prélève sur le marché financier une partie de l'épargne à la disposition des entreprises. Dès lors, la demande d'épargne s'accroît relativement à l'offre ce qui a pour effet un accroissement des taux d'intérêt. Ainsi, face à cette hausse certaines entreprises en besoin de financement peuvent renoncer à investir. On peut donc penser que l'investissement public a en partie évincé l'investissement privé et productif des entreprises. Là encore, l'impact sur l'activité économique s'en trouve limité.

B. Pour les libéraux en vertu de la loi des débouchés, si l'Etat soutient la demande globale pour inciter les entreprises à produire, il va créer du chômage et pénaliser l'investissement ce qui à terme et au final pénalisera donc l'activité économique.

1) L'Etat en soutenant la demande globale (SMIC, prestations sociales) crée du chômage

Selon les libéraux l'offre de travail émane des ménages. Ces derniers font un arbitrage coût / avantage. Le coût du travail peut être représenté par la perte de loisirs que le travail représente et l'avantage par le salaire qu'il permet de se procurer. Si un individu considère que le salaire compense la perte de loisir que le travail représente, il accepte de travailler ; dans le cas contraire il est chômeur volontaire. La demande de travail émane des entreprises. Celles-ci font également un arbitrage coût / avantage. Le coût du travail est mesuré par le salaire versé et l'avantage par la productivité marginale du travailleur. Si la productivité marginale du travailleur est supérieure ou égale à son coût l'entreprise accepte de l'embaucher ; en revanche si le salaire est plus élevé que la productivité marginale du travailleur, autrement dit si le travailleur coûte plus cher qu'il ne rapporte elle refuse de l'embaucher. On comprend qu'en vertu de la loi des débouchés « Toute offre crée sa propre demande », la demande n'est pas une contrainte pour les entreprises. Dès lors, celles-ci acceptent d'embaucher tout travailleur à partir du moment où elles peuvent rémunérer celui-ci à sa productivité marginale. Dans ce cas, l'intervention de l'Etat qui consisterait à fixer un SMIC pour favoriser la demande globale serait source de chômage. Car certains travailleurs peu qualifiés dont la productivité marginale serait inférieure au niveau du SMIC ne seraient pas embauchés. On parle alors de chômeurs involontaires.

Ces travailleurs accepteraient de travailler pour un salaire correspondant à leur productivité mais les entreprises refusent de les embaucher car leur coût est devenu trop élevé. De même, le fait de verser des prestations sociales chômage ou des prestations pour garantir un revenu minimum peut désinciter certains travailleurs à travailler lorsque le salaire qui leur est versé est inférieur à ces prestations. Ce sont des chômeurs involontaires. *Pour les libéraux il faut donc laisser le marché du travail fonctionner sans entrave : pas de salaire minimum, absence d'indemnisation chômage, possibilité de recourir à des emplois précaires etc.*

2) L'Etat en soutenant la demande globale pénalise l'investissement des entreprises

Le niveau d'investissement des entreprises dépend d'une part de la rentabilité de celle-ci et du taux d'intérêt sur le marché des fonds prêtables. Les entreprises en besoin de financement décident d'investir si et seulement si la rentabilité attendue de leurs investissements est supérieure au taux d'intérêt débiteur sur le marché des fonds prêtables. Les entreprises en capacité de financement décident d'investir si et seulement si la rentabilité attendue de leurs investissements est supérieure au taux d'intérêt créditeur sur le marché des fonds prêtables. Dès lors si l'Etat intervient en fixant un SMIC, des cotisations sociales ou des impôts sur les bénéfices il pénalise les profits des entreprises et donc la rentabilité attendue des investissements. De même, s'il pratique une politique de redistribution verticale des revenus, ils pénalisent les ménages aisés, lesquels peuvent moins épargner et donc placer leur épargne sur les marchés financiers ce qui conduit à une hausse des taux d'intérêt. Dès lors, si du fait de l'intervention de l'Etat la rentabilité attendue des investissements est moins élevée et que les taux d'intérêt sont plus élevés (moins de profits des entreprises et moins d'épargne des ménages aisés) alors l'investissement productif est moindre ce qui pénalise l'activité économique. *Dès lors pour les libéraux pour favoriser la croissance économique il ne faut pas soutenir la demande globale mais permettre aux entreprises d'investir. Cela passe par une baisse de l'impôt sur les profits, une baisse des charges sociales patronales, ou encore une politique de rigueur salariale afin d'accroître les profits. De même, il faut favoriser l'épargne des ménages aisés et pour ce faire diminuer les prélèvements pesant sur ces ménages.*

Exemple : Toute offre créée sa propre demande

Production totale 10 000 euros Revenus distribués 10 000 euros Les ménages perçoivent 8 000 euros et le profit des entreprises est donc de 2 000 euros. Le taux d'intérêt est de 5%.

Pour ce taux d'intérêt les ménages décident de consommer 7 000 euros et épargnent donc 1 000 euros. Les entreprises avec leur profit décident d'investir 1 500 et d'épargner 500. Pour un taux d'intérêt de 5% la demande d'épargne pour les entreprises qui souhaitent investir est de 3 000 euros. Il y a donc sur le marché des fonds prêtables pas suffisamment d'épargne et le taux d'intérêt augmente et passe à 6%. Les agents modifient leur arbitrage.

Pour ce nouveau taux d'intérêt plus élevé les ménages décident de consommer moins et donc 6 500 euros et épargnent donc plus 1 500 euros. Les entreprises avec leur profit décident d'investir moins 1 200 et d'épargner plus 800. Pour un taux d'intérêt de 6% la demande d'épargne pour les entreprises qui souhaitent investir est moindre et elle est de 2 300 euros. Il y a donc équilibre.

La production a été de 10 000 euros. La consommation est de 6 500 euros. L'investissement est de 1 200 (autofinancement) + 2 300 financé par l'épargne (1 500 + 800 = 2 300). La demande globale est donc de 10 000 euros. L'offre a créé sa propre demande.

Exemple : Toute offre ne crée pas sa propre demande

Production totale 10 000 euros Revenus distribués 10 000 euros Les ménages perçoivent 8 000 euros et le profit des entreprises est donc de 2 000 euros. Le taux d'intérêt est de 5%.

Pour ce taux d'intérêt les ménages décident de consommer 7 000 euros, épargnent donc 500 euros et thésaurisent 500 euros. Les entreprises avec leur profit décident d'investir 1 500 et d'épargner 500. Pour un taux d'intérêt de 5% la demande d'épargne pour les entreprises qui souhaitent investir est de 3 000 euros. Il y a donc sur le marché des fonds prêtables pas suffisamment d'épargne et le taux d'intérêt augmente et passe à 6%. Les agents modifient leur arbitrage.

Pour ce taux d'intérêt plus élevé les ménages décident de consommer moins et donc 6 500 euros et épargnent donc plus 1 000 euros. Mais les ménages continuent à thésauriser 500 euros. Les entreprises avec leur profit décident d'investir moins 1 200 et d'épargner plus 800. Pour un taux d'intérêt de 6% la demande d'épargne pour les entreprises qui souhaitent investir est moindre et elle est de 2 300 euros. Il y a donc toujours déséquilibre puisque l'épargne est de 1 800 euros.

Le déséquilibre persiste puisque quel que soit le taux d'intérêt la thésaurisation des ménages est de 500 euros.

Donc, la production a été de 10 000 euros. La consommation est de 6 500. L'investissement est de 1 200 (autofinancement) + 1 800 financé par l'épargne (1 000 + 800 = 1 800). La demande globale est donc de 9 500 euros. L'offre ne peut pas créer sa propre demande et une partie de la production est stockée. Crise de surproduction. Baisse des prix. Baisse de l'offre. Hausse du chômage etc.